
Les Français sceptiques sur le partage de la valeur en entreprise

Pour eux, leurs dirigeants utilisent trop la responsabilité sociale et environnementale (RSE) comme de la com'.

43%
des Français
jugent aujourd'hui
inéquitable le partage
de la valeur
en entreprise

CORINNE CAILLAUD  @corinnecaillaud

ENTREPRISE Si la transformation du capitalisme s'est installée dans les débats, elle est encore loin d'avoir fait évoluer les pratiques. L'année dernière, une étude du cercle de réflexion Synopia avait ainsi clairement montré que, pour 83 % des Français, le partage de la valeur dans l'entreprise était loin d'être équitable.

Pour approfondir le sujet, le think-tank vient de réaliser une nouvelle enquête mesurant le niveau de sensibilité des Français à

cette question du partage de la valeur.

Enseignement numéro un de cette étude dont *Le Figaro* a pu consulter les résultats, leur perception varie en fonction de la taille de l'entreprise. Plus celle-ci est petite, plus ils estiment que la répartition est juste : à 57 % dans les TPE et 48 % dans les PME, contre 29 % dans les grands groupes. La nationalité de l'entreprise accentue la différence, le taux d'une juste répartition tombant à 26 % pour les entreprises étrangères installées dans l'Hexagone. En cause ? « *Leur image d'entreprises plus prédatrices,*

en raison notamment des questions d'évasion fiscale », selon Alexandre Malafaye, le président de Synopia.

Pour les Français interrogés, la meilleure manière d'inciter les sociétés à réellement partager la valeur passe par des lois plus contraignantes (à 34 %) et la pression exercée par le citoyen consommateur (à 33 %). La préférence pour un recours à la loi est, sans surprise, plus l'apanage des Français de gauche (à 46 %, contre 28 % à droite) et plutôt installés (36 % pour les plus de 35 ans, versus 27 % pour les jeunes). Les dirigeants et actionnaires des entreprises sont aussi pointés du

doigt, par 24 % des sondés, pour leur absence d'implication. Quant aux organisations internationales (ONU, OCDE, etc.), leur rôle est jugé marginal en la matière (9 %).

Création d'un label RSE

Rien de plus normal donc qu'aujourd'hui 57 % des Français doutent de l'engagement des entreprises tricolores sur le partage de la valeur. Au pire, la responsabilité sociale et environnementale (RSE) mise en avant par leurs dirigeants est assimilée à de la simple communication (50 % des personnes interrogées), au mieux elle ne change

la donne qu'à la marge (34 %). Bref, de quoi conforter les organisations qui, comme Synopia, militent pour la création d'un label européen reconnaissant les entreprises véritablement investies dans une politique de RSE aujourd'hui encore trop souvent représentée « à un niveau cosmétique », pour Alexandre Malafaye. Deux députés PS, Dominique Potier et Boris Vallaud, viennent d'ailleurs de déposer une proposition de loi qui vise justement à la création d'un label RSE pour obliger les entreprises à réellement s'impliquer dans une telle démarche. ■